

LA RÉVOLUTION

POLITIQUE ET SOCIALE

Association internationale des Travailleurs

Sections de la Gare d'Ivry et de Bercy réunies

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

19, Faubourg-Denis, 19

De une heure à 4 heures

ADRESSER TOUT CE QUI CONCERNE LA RÉDACTION
Au citoyen Jules NOSTAG (de l'Internationale)

TOUT CE QUI CONCERNE L'ADMINISTRATION
Au citoyen Victor MASQUIN (de l'Internationale)

ABONNEMENTS

PARIS	DÉPARTEMENTS
Un mois..... 0 50	Un mois..... 0 75
Trois mois..... 1 50	Trois mois..... 2

La RÉVOLUTION est mise en vente tous les samedis à 4 heures du soir.

Bureau de vente, 19, faubourg Denis, de une heure à quatre heures.

La Sociale

C'était en 48, au mois de juin. Derrière quelques tas de pavés, des hommes, — des héros — sales, déguenillés, noirs de poudre, grelottant la fièvre, épuisés de fatigue, tombaient l'un après l'autre, le fusil en main, en riant : *Vive la sociale!* Le lendemain, L'ORDRE était rétabli.

Dix-huit mille hommes étaient emprisonnés. Des milliers de cadavres étaient jetés à la voirie, et la bourgeoisie, en passant, donnait un dernier coup de pied à ces charognes, les restes des partageux.

Les gardes nationaux de Paris, les aides de l'immense Cavaignac, achevaient à coup de fusil, par les souterrains des caveaux des Tuileries et des casernes d'Ivry, les insurgés entassés sans air, sans pain, sans eau.

De temps à autre, de ces enfers atroces où la bourgeoisie républicaine formaliste faisait crever le peuple, — le peuple soumis et saigné, — un cri s'élevait, retentissant et terrible : *Vive la sociale!*

Et les gardes nationaux de province, accourus trop tard pour prendre part à la grande curée, n'ayant plus d'ennemis à assassiner, fusillaient, en entrant dans Paris, les passants en blouse, pour se faire la main.

Plus tard, une bande de coquins, dans une nuit de décembre, jetèrent bas la République bourgeoise.

La Bourgeoisie se leva pour la défendre, et, se trouvant isolée, balbutia, elle aussi : *VIVE LA SOCIALE!* Le Peuple resta sourd. Cavaignac avait fait Bonaparte!

Aujourd'hui bien des années se sont écoulées depuis ces événements lugubres. Le peuple a ressaisi son pouvoir. La sociale est souveraine, la loque rouge flotte à l'Hôtel-de-Ville. Où est la bourgeoisie?

La société s'est partagée en deux classes : ceux qui produisent sans rien posséder, ceux qui possèdent sans rien produire.

Capital et travail. Les indispensables et les inutiles.

Bourgeois, où êtes-vous? Avec qui êtes-vous?

Les vingt ans de débauche, que l'on appellera plus tard le bas-empire français, ce quart de siècle où tout ce qui était vice était maître, où tout ce qui était crime était glorifié, où Paris-léopard n'était plus qu'un immense réceptacle d'immundices, ces vingt ans passés sur vos têtes, ô bourgeois, vous ont-ils fait ouvrir les yeux et appris quelque chose?

La Sociale est souveraine. Juin est, non pas vengé, — les causes

justes ne se vengent pas, — mais justifiées. La Sociale règne, bourgeois, où sont vos cadavres?

Le peuple a ressaisi ses droits; bourgeois, où sont vos martyrs?

Allons, que ce malentendu cesse! Peuple et bourgeoisie travailleuse, ne font qu'un; le servage du dix-neuvième siècle, le capitalisme, s'effondre; égarés, tendez-nous les mains.

Et nous donnons le baiser de frères, — frères par le travail, — qu'un seul cri s'élève de nos poitrines, menace éternelle jetée à la face de nos ennemis.

VIVE LA SOCIALE!

JULES NOSTAG.

PROJET

Soumis par le Conseil fédéral de l'Association internationale des Travailleurs à la Commune de Paris.

Le Conseil fédéral soumet à la Commune de Paris la demande d'une extension sous forme d'explication du projet Protot, dans le sens suivant :

Juges de paix et juges au tribunal de commerce.

La nomination de tous les magistrats devant se faire à l'élection, et celle des juges de paix et des juges consulaires devant avoir lieu dans un délai très-rapide, tous les citoyens sont invités à se concerter dans un bref délai, sur le choix de leurs candidats.

Sont éligibles tous les citoyens âgés de 25 ans.

Il y aura un juge de paix par vingt mille habitants.

Le tribunal de commerce nommera une commission arbitrale devant laquelle toutes les affaires devront venir en conciliation avant les débats.

Les fonctions de juge de paix et de juge au tribunal de commerce donneront lieu à une rémunération fixe.

Ont signé les membres de la Commission présents :
HENRI COULLE, A. BOUDET,
A. BEAUCHERY, JULES NOSTAG.

A Chaudey

Tu te plains que le Père Duchêne, qui demande qu'on te juge, n'ait pas signé. As-tu signé, toi, quand on assassinait le 22 janvier? Ouvre donc les yeux et regarde-toi toi-même, tu es couvert de notre sang.

Ne vois-tu pas que ton journal t'accable; tu as toi-même prononcé sur ta culpabilité. N'as-tu pas écrit que tu revendiquais devant l'histoire la responsabilité d'avoir défendu l'Hôtel-de-Ville le 22 janvier? Que défendais-tu? et contre qui?

J'ai reçu dans mes bras ce jour-là une jeune femme que venait d'atteindre une balle au sein gauche. Celle-là est morte coupable d'avoir passé riieuse dans la rue à l'heure où on assassinait, au milieu d'un dimanche de promenade tranquille. Pas un factionnaire, pas un signe n'annonçant qu'on faisait provision d'engins de mort derrière ces murs.

Qui connaissait cette pensée d'assassin? Personne! Les projectiles des prétoriens maudits plongeaient dans les rues, on avait prémedité de tuer des promeneurs; c'est un calcul

juste, on fait ainsi une terreur d'une qualité supérieure. Ce moyen politique est connu, Cavaignac l'inventa en 1848. Or, tu es formaliste comme Cavaignac.

Tu dois être jugé, non par cette fille publique, rebut de la consommation de Bonaparte, ce fumier de l'Europe, que les riches nomment si pompeusement la magistrature française, mais par des citoyens qui entendront impassibles ta défense; qui ne t'insulteront pas à l'audience, comme on nous fait à nous, les pauvres!

Leur conscience seule décidera.

Jusqu'à-là, interroge-toi toi-même et que ton journal ne craigne pas pour tes jours. Nous savons que ce n'est pas l'homme, mais bien l'idée qu'il faut tuer. Rappelle-toi que ces socialistes que tu ne connais pas t'avertissent ici qu'il n'y a pas que la France qui a les yeux sur toi. Tiens-toi plus fier, nos frères de l'Europe te regardent. Parmi ceux qui sont tombés le 22 janvier, beaucoup portaient un nom bien autrement grand que celui de citoyens d'un pays quelconque : ils avaient un caractère sacré; qu'on ait ou non partagé leur idée, ce caractère reste indélébile.

Leurs cadavres ont semé du sang dans notre maison, et depuis nous portons le deuil.

H. G.

A LA COMMISSION D'INITIATIVE DU TRAVAIL ET DE L'ÉCHANGE

Convoquer immédiatement les corporations ouvrières dans les différents locaux appartenant à la ville.

Leur donner pour ordre du jour la formation de sociétés ouvrières pour la prise de possession immédiate des ateliers abandonnés par les patrons.

Faire intervenir les propriétaires des immeubles pour la réquisition des baux et la diminution du prix des loyers.

Lequel capital pourra disposer chaque société ou corporation ouvrière?

Quel aide en capital ou en travail faudra-t-il à ces sociétés?

JACOB, A. BEAUCHERY, A. BOUDET,

CE QUE NOUS VOULONS

Un déplorable malentendu qu'augmente encore le criminel mauvais vouloir des misérables de Versailles, le retard de la victoire de notre cause.

La province, assaillie, effarée et ahurie, à l'égoïsme de ses frères de Paris par les hordes royalistes.

Trompés par les dépêches atrocesment mensongères de l'assassin de Transnonain, — dépêches tirées à millions d'exemplaires et affichées jusque dans la dernière des bourgades, AVEC NOTRE OR, — nos frères de France sont là hésitants, irrésolus, et n'entendant qu'une cloche, n'osent — heureusement pour nous et pour eux — croire tout ce que l'on jette chaque jour en pâture à leur crédulité habituelle.

Ils ne comprennent pas l'importance du glorieux mouvement qui s'opère, ils ne savent pas que ce n'est pas seulement pour nous que nous combattons aujourd'hui, que notre sang ruisselle, que nos femmes tombent égorgées par les obus de ces misérables, que nos enfants s'af-

faissent éventrés par les balles royalistes, au milieu de leurs jeux.

Ils ne savent pas! Le comprenez-vous, citoyens, ILS NE SAVENT PAS!

On les trompe, on les aveugle, on les joue!

Ils ne savent pas!

Allons, c'en est assez; il faut que lumière se fasse, il faut, coûte que coûte, que la vérité pénètre, et que notre voix, que les cris de nos glorieux mourants, portés par les consciences humaines, par la plume, par n'importe quel moyen, pénètre en France, — dans cette France dont nous sommes plus séparés aujourd'hui que du temps du siège, — et que, de village en village, de chaumière en chaumière, ce cri du droit qui combat au nom de tous, au nom de la liberté du monde, s'élève majestueux et terrible devant la prose odieuse des monarchistes de Versailles et dise :

« TU MENS! »

Où, tu mens; tu mens, misérable! tu mens aujourd'hui, comme toujours, comme hier, comme tu mentiras demain.

Tu mens, et tes mensonges sont, malgré ta fourberie, tellement odieux, tellement grossiers, qu'en France, malgré le silence que tes argousins imposent à notre voix, on n'ose te croire.

Tu mens à ce point qu'au lieu de laisser, par la liberté de propagande, notre pays libre de juger entre toi et nous, tu as besoin d'élever des barrières entre nous et nos frères de France, afin que, ne sachant plus ce qui se passe, ils ignorent la vérité et n'aient plus que tes mensonges pour prononcer leur jugement.

Tu mens! Et peu nous importe-rait encore ces moyens mesquins et étroits, si, au bout de tout cela, il n'y avait pas du sang, le nôtre, celui de ceux que tu enivres, que tu aveugles, et une cause, celle de Paris, du peuple, des villes et des campagnes, celle de la liberté, du salut de la France que tes mensonges mettent en péril.

Donc, c'en est assez! Il faut que ce malentendu cesse; il faut que la vérité pénètre ici, là, partout. Il le faut et ce sera.

Malgré tes mouchards, tes gendarmes, tes bravi, tes tourmenteurs, on saura en France à quoi s'en tenir, on saura ce qui se passe, ce que nous voulons et pourquoi notre sang coule à flots.

Ce que nous voulons?

Paris libre, indépendant, se gouvernant à sa guise, ne pouvant plus imposer à la France sa volonté, mais étant assez fort pour ne plus être obligé de courber le front sous la volonté de la France.

Paris républicain, puisqu'il le veut, et qu'il mourra pour l'être; et la province monarchiste, si l'esclavage lui convient.

Enfin, chaque département libre, indépendant, se régissant à sa façon, avec un conseil élu et réglant, dans le département, tout ce qui concerne celui-ci.

Au-dessous, — des communes, s'adonnant à leur guise, sans maire, — comme les départements, sans préfets, — par un conseil élu et subdivisé comme la Commune de Paris, en commissions, avec des attributions particulières.

Au-dessus, un pacte fédéral, reliant tous les départements entre eux. Une assemblée nationale ne traitant que des questions générales, et n'ayant nullement le pouvoir de s'immiscer dans les affaires départementales, à l'exemple du conseil de département, qui n'a, lui, à se préoccuper des questions touchant telle ou telle commune.

En un mot, dans la Commune, l'individu libre; dans le département, la commune libre; dans la fédération, le département libre.

Comme conseillers communaux, départementaux ou fédéraux, des commis, de simples employés ayant un mandat impératif, celui de coordonner les affaires, de proposer à leurs concitoyens le résultat de leurs délibérations et de les appeler à émettre leurs votes à ce sujet.

A côté de ceux-ci, des magistrats élus chargés d'exécuter et de faire exécuter les lois, c'est-à-dire les volontés de tous.

Voilà ce que nous voulons!

Avec une organisation semblable les guerres civiles, les émeutes ne sont plus possibles, et la Révolution sociale, se manifestant sans entraves, marche sans convulsions à son but : LE BIEN-ÊTRE DE TOUS.

J. N.

Qu'est-ce que le Peuple? Rien

QUE DOIT-IL ÊTRE? TOUT

M. Thiers, l'historien national; M. Thiers, le restaurateur de rois; M. Thiers, l'élé de vingt-trois départements; M. Thiers, le chef du pouvoir exécutif de la République française; M. Thiers, — saluez, manants, vous les frères des égorgés de la rue Transnonain. — M. Thiers entend rétablir l'ordre, le crédit, le travail, la propriété, et bien d'autres choses, encore sous le boisseau.

L'ordre, le crédit, etc., seraient, paraît-il, assez sérieusement menacés pour que son concours soit indispensable, à l'effet de reconstruire l'édifice social en grand danger de ruine.

Il veut vous sauver, quoi! — Il ira même, — pour atteindre ce noble but, — jusqu'à maintenir la République, le gouvernement qui nous divise le moins, et cela en dépit des communistes qui ne rêvent que pillage.... C'est clair, au moins, ce langage-là. C'est d'un bon citoyen, d'un brave patriote, d'un sage humanitaire.

Etats dont la barque va à vau-l'eau, je vous recommande M. Thiers. Il finira par vous... couler à fond.

Cependant, qu'objecter à ses déclarations catégoriques, très-nettes et très-précises? Que refuser à ce cher homme, le mieux intentionné des hommes, dévoué corps et âme à tous nos intérêts, qui ne descendra de son fauteuil présidentiel qu'après le triomphe définitif de ses philanthropiques idées?

Certes, le travailleur est visiblement embarrassé.

— Pardon, citoyen Thiers, vous qui

prenez tant à la République, pourquoi ne pas l'entourer de républicains?

— Mais, ô vile multitude, c'est pour

apprendre tous les partis à la connaître, à l'aimer et à la servir.

— Pourquoi donc, éminent patriote, avez-vous choisi Versailles pour siéger, plutôt que Paris? Versailles, la ville royale, la ville prussienne, plutôt que Paris, la cité démocratique, la cité universelle?

— Mais, ô vile multitude, c'est afin de le réduire, puisque l'étranger n'a pu y réussir; mais c'est pour l'obliger à rentrer dans le droit commun, puisqu'il a l'audace d'imposer son drapeau au reste de la France; mais c'est pour le neutraliser, s'il se rebelle!...

— D'où il résulte, profond humanitaire, que d'accord avec vous, vous bombardez aujourd'hui Passy et les Ternes, que vous qualifiez la garde nationale de Paris une insurgée à laquelle il faut des bâillons et des menottes!...

— Mais, ô vile multitude, n'ai-je pas chargé la commission des *Quinze (?)* du soin de sonder l'endroit où le bât te blesse et de lui appliquer ensuite le remède salutaire? Rends-toi, Paris! Versailles t'épargnera...

— A une condition, n'est-ce pas? Nous aurons la vie sauve, c'est une affaire réglée, moyennant que vos gendarmes fusilleront la Commune et ses défenseurs, que vos argousins déportent ceux qui, debout sur ses remparts, demandent à vivre et meurent à la dernière.

Ah! M. Thiers, qu'élaborez-vous dans vos séances rurales? Que décréteriez-vous dans vos conseils bourgeois? Que se passe-t-il après vos décrets et vos délibérations?

Songez-vous quelquefois au peuple? Faites-vous la part du producteur? Vous dites-vous, après digestion, que bien légitimes sont ses revendications, très-sensés ses votes, parfaitement souverains ses actes?

Songez-vous que Paris n'est pas le foyer de l'insurrection? Que c'est au contraire le centre de l'intelligence, le berceau de la révolution politique et sociale? Que c'est l'émancipateur du monde et non le dominateur des campagnes!...

L'heure est sonnée de compter avec lui, de ne plus lui donner l'ombre pour la proie, des maîtres pour sauveurs.

L'ouvrier n'est plus la bête de somme que l'on exploite et que l'on tond, dont on s'enravage et dont on se rit; c'est l'esclave devenu libre, c'est le sujet devenu roi, c'est le peuple, le peuple, qui n'était rien et qui devient tout.

M. Thiers, méditez le mot de Siyès!

L. LAFRÈRE.

A LA COMMUNE

La Commune de Paris est aujourd'hui le seul phare lumineux qui indique aux prolétaires leur voie.

Votre œuvre est sacrée, entendez-vous, représentants des opprimés, des déshérités, en un mot, de tout ce qui souffre à Paris depuis qu'il existe.

Vous devez nous sauver! En dehors de vous, nous n'avons plus d'espoir.

En avant donc! le cœur haut, la main ferme! en avant! broyez l'ennemi, marchez sur tout ce qui barre la route du peuple. Ne tournez pas la tête avant d'être au but. Sang, hurlements, faiblesses, que tout cela n'existe pas pour vous. Le peuple ne vous demande pas de comptes : tout ce qui n'est pas nous n'existe pas au monde.

Marchez votre chemin avec une conviction froide, implacable; détruisez le passé, hommes et choses;

tous les moyens sont bons. Agissez donc, on bavardera après.

Votre droit, votre vertu, c'est votre but, et votre devoir le succès ! Il s'agit de vivre ou de mourir, on veut tuer le peuple, et le peuple veut vivre.

Nous n'en sommes plus à méditer les philosophes et les savants; tous ces gens-là sont bêtes et radotent quand le canon parle.

Tous les Français sont couverts du sang de Français; aujourd'hui, les assassins sont ceux qui refusent le combat.

Les plus humains sont ceux qui tuent le plus d'ennemis.

Ce n'est plus la guerre stupide contre un étranger qu'on ne connaît ni d'Eve ni d'Adam; c'est le passé qui veut tuer l'avenir; on veut assassiner les pauvres, les pauvres veulent vivre.

Ecoutez, représentants de Paris, voici le verdict du peuple :

La seule force de la réaction dans tous les temps, ce fut la garantie de l'impunité; quand elle nous tient, elle nous assassine; quelques-uns en public et le reste en secret, et c'est la masse; le lendemain, elle dit que ce n'est pas vrai, et sa police arrangeant la chose, les victimes deviennent les meurtriers : le monde entier le croit.

Que la colère accomplisse son œuvre; elle seule a conquis dans le passé, elle seule a fondé quelque chose depuis le commencement des sociétés.

Dresse-toi fière et vengeresse ! Commune de Paris; tu présides à la guerre sainte ! tu sauvas l'humanité !

H. G.

REVUE SOCIALE

NOUVELLES DE PROVINCE

ROUEN

La Commune serait déjà proclamée à Rouen si les Prussiens n'écrasèrent pas cette ville frémissante. Les ouvriers rouennais ont jugé la horde Thiers, Jules Favre, Picard et les ruraux. Leur conviction a entraîné les habitants des pays suburbains, si peuplés, où sont situées les fabriques. Un cri unanime de malédiction s'élève contre Versailles, et tous les cœurs sont à Paris : le triomphe de Paris, voilà le salut, répète-t-on hautement. La police de la préfecture rurale de la Seine-Inférieure ne répond plus de brider la capitale normande. On ne compte plus que sur les Prussiens, qui, aujourd'hui, en face de la guerre qui se prolonge alors que Thiers avait parlé d'une émeute de quelques jours, demandent opiniâtrement le retour dans leurs foyers.

CAMPAGNES DANS L'INDRE-ET-LOIRE

On est fort en retard dans ce pays. On y maudissait de bonne foi ce qu'on croyait une guerre civile, mais la durée de la lutte a fait la lumière dans la tête étroite des paysans. Les rapports de Thiers et Picard ont fait le reste : pas une âme dans ces campagnes ne se lèvera pour défendre Versailles.

On refuse déjà de payer l'impôt.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

RUSSE. — A Moscou, la police a reçu l'ordre de traquer tous les étudiants connus pour soutenir les idées françaises, et les universités russes ont été averties de n'avoir à décerner aucun brevet aux jeunes gens dont les idées politiques ne seraient pas conformes aux opinions du gouvernement du czar.

PAYS-BAS. — Un vaste pétitionnement s'organise en Hollande pour demander à la seconde Chambre l'abolition des articles 414, 415 et 416 du Code pénal, qui punissent les coalitions de patrons et d'ouvriers, et qui sont attentatoires à la liberté du travail et de l'industrie.

L'initiative de ce mouvement a été prise par le *lockout* de la Haye.

ESPAGNE. — On signale parmi les classes ouvrières en Espagne un mouvement qui acquiert, dans les circonstances actuelles, une grande importance.

La branche espagnole de l'Internationale, après avoir provoqué plusieurs meetings dans les principales villes de la péninsule, a suscité des mouvements en Andalousie et des grèves en Catalogne, et vient de lancer son manifeste.

Elle y soutient hautement ne pas être une société secrète, proclame les principes communistes, revendique la solidarité avec les branches étrangères de l'Association et fait un appel pressant au « réveil des prolétaires », cela au grand effroi de la presse réactionnaire, grandement alarmée des tendances de l'Association des Travailleurs.

LONDRES. — Grand meeting en faveur de la Commune de Paris.

TRIBUNE POPULAIRE

Paris, le 21 avril 1871.

Citoyens,

Continuons à aider la Commune, puisqu'elle le réclame.

1^o Je lui dirai : Votre décret sur les échéances est révolutionnaire en supprimant l'intérêt; il est mesquin et attentatoire à la liberté en fixant une somme et une époque de remboursement. Il fallait laisser les parties intéressées, libres par un remboursement annuel de 5, 6, 7, etc., pour 100.

2^o Nous lui dirons, ce que nous avons voté mercredi dernier à l'Internationale : Votre décret concernant la nomination des juges de paix et des juges au tribunal de commerce, manque d'intégrité en laissant subsister deux classes dans la société : une de commerçants, capitalistes, patrons, votant; une d'ouvriers, d'employés, de salariés, ne votant pas; — une de citoyens jugés par leurs pairs; l'autre de parias jugés par leurs maîtres et seigneurs, livrés à leur fantaisie.

Citoyens, membres de la Commune, vite modifiez cela; nous ne vous avons pas nommé pour nous exclure et nous obliger à l'infériorité.

3^o Je lui dirai : les huissiers refusent d'instrumenter; supprimez-les avec les agréés, les avocats et les notaires. Il nous faut un palais neuf, démolissez les masures, les taudis, les mansardes, écrasez la vermine !

4^o Je lui demanderai : y aura-t-il un rappel aux jugements de la justice de paix et du tribunal de commerce ?

5^o J'appellerai son attention sur ceci : pourquoi des poursuites ou des responsabilités allant jusqu'à la saisie des biens personnels ?

Pourquoi, pour un fait commercial, faire peser les conséquences sur la situation civile, sur la famille en la détruisant et la réduisant à la misère. L'homme a été respecté par la suppression de la prison pour dettes; respectons la femme et l'enfant en ne saisissant pas ce qui appartient à la famille.

Courage, on vous aidera.

AUG. BRAUCHERY, comptable.
16, avenue de Choisy
(section du XIII^e arrondissement).

Actes officiels de la Semaine

16 avril 1871

DÉCRET SUR LES ATELIERS ABANDONNÉS

« La Commune de Paris, considérant qu'une quantité d'ateliers ont été abandonnés par ceux qui les dirigent afin d'échapper aux obligations civiques, et sans tenir compte des intérêts des travailleurs;

« Considérant que, par suite de ce lâche abandon, de nombreux travaux essentiels à la vie communale se trouvent interrompus, l'existence des travailleurs compromise;

« Décrète :

« Les Chambres syndicales ouvrières sont convoquées à l'effet d'instituer une commission d'enquête ayant pour but :

« 1^o De dresser une statistique des ateliers abandonnés, ainsi qu'un inventaire exact de l'état dans lequel ils se trouvent, et des instruments de travail qu'ils renferment.

« 2^o De présenter un rapport établissant les conditions pratiques de la prompte mise en exploitation de ces ateliers, non plus par les déserteurs qui les ont abandonnés, mais par l'association coopérative des travailleurs qui y étaient employés.

« 3^o D'élaborer un projet de constitution de ces sociétés coopératives ouvrières.

« 4^o De constituer un jury arbitral qui devra statuer, au retour des patrons, sur les conditions de la cession définitive des ateliers aux Sociétés ouvrières, et sur la quotité de l'indemnité qu'auront à payer les Sociétés aux patrons.

« Cette commission d'enquête devra adresser son rapport à la Commission communale du travail et de l'échange, qui sera tenue de présenter à la Commune, dans le plus bref délai, le projet de décret donnant satisfaction aux intérêts de la Commune et des travailleurs. »

Décrets sur le désarmement des bataillons réfractaires, sur l'organisation d'une Cour martiale, et sur le service médical.

Arrêtés relatifs aux maisons d'aliénés et aux prisons.

17 avril 1871

LOT SUR LES ÉCHÉANCES

La Commune,

Décrète :

Art. 1^{er}. Le remboursement des dettes de toute nature souscrites jusqu'à ce jour et portant échéance, billets à ordre, mandats, lettres de change, factures réglées, dettes concordataires, etc., sera effectué dans un délai de trois années, à partir du 15 juillet prochain, et sans que ces dettes portent intérêt.

Art. 2. Le total des sommes dues sera divisé en douze coupures égales, payables par trimestre, à partir de la même date.

Art. 3. Les porteurs de créances ci-dessus énoncées pourront, en conservant les titres primitifs, poursuivre le remboursement desdites créances par voie de mandats, traités ou lettres de change mentionnant la nature de la dette et de la garantie, conformément à l'article 2.

Art. 4. Les poursuites, en cas de non-acceptation ou de non-paiement, s'exerceront seulement sur la coupure qui y donnera lieu.

Art. 5. Tout débiteur qui, profitant des délais accordés par le présent décret, aura pendant ces délais détourné, aliéné ou anéanti son actif en fraude des droits de son créancier, sera considéré, s'il est commerçant, comme coupable de banqueroute fraudu-

leuse, et, s'il n'est pas commerçant, comme coupable d'escroquerie. Il pourra être poursuivi comme tel, soit par son créancier, soit par le ministère public.

Réorganisation de l'Ecole de médecine.

Réorganisation des études d'huissiers.

Arrêté relatif aux juges de paix et de commerce.

La nomination de tous les magistrats devant se faire à l'élection, et celle des juges de paix et de commerce devant avoir lieu dans un délai très-rapproché, les commerçants sont invités à se concerter à l'avance sur le choix des candidats.

Les électeurs de Paris, les comités des arrondissements, les administrateurs des municipalités peuvent adresser de jourd'hui à la délégation de la justice les noms de leurs candidats aux fonctions de juge de paix dans les vingt arrondissements de la Commune.

18 avril

Décret sur les formules des jugements. Décret sur les arrestations.

Suspension de quatre journaux réactionnaires.

Arrêté relatif à l'armement des gardes nationaux de marche, aux compagnies du génie, aux hôpitaux, etc.

Arrêté relatif aux regrattières.

19 avril

Déclaration de la Commune au peuple français.

Adjudication des matériaux composant la colonne Vendôme.

20 avril

Réorganisation du service des aérostats postaux.

Sur les justes demandes de toute la corporation des ouvriers boulangers, la commission exécutive arrête :

Art. 1^{er}. Le travail de nuit est supprimé.

Art. 2. Les placards institués par l'expédition impériale sont supprimés. Cette fonction est remplacée par un registre placé dans chaque mairie pour l'inscription des ouvriers boulangers. Un registre central sera établi au ministère du commerce.

21 avril

Réorganisation de l'Octroi communal.

Liste des Commissions nouvelles nommées dans la séance du 21 avril

Guerre. — Delescluze, Tridon, Avrial, Ravier, Arnold.

Finances. — Beslay, Billioray, Victor Clément, Lefrançois, Félix Pyat.

Sûreté générale. — Courmet, Vermorel, Ferré, Trinquet, Dupont.

Euseignement. — Courmet, Verdure, Jules Miot, Vallès, J.-B. Clément.

Substances. — Varlin, Parisse, V. Clément, Arthur Arnould, Champy.

Justice. — Gambon, Dureau, Clémence, Langevin, Durand.

Travail et échange. — Theisz, Malon, Ser-railler, Ch. Longuet, Chalais.

Relations extérieures. — Meillet, Charles Gérardin, Amoureux, Johannard, Vallès.

Services publics. — Ostyn, Vésinier, Rastoul, Ant. Arnaud, Pothier.

SOCIALISME

(3^e article)

Cependant, grâce à la liberté industrielle du capital et à la subordination des classes ouvrières que venient de consacrer les assemblées législatives de la France; grâce surtout à l'agiotage effréné qu'alimentaient les revirements incessants de ces jours si tourmentés, la distinction sociale entre bourgeoisie et prolétariat allait s'accentuer de plus en plus, et l'un de ces hommes, qui, sous le nom de *socialistes*, vont bientôt disséquer la société ancienne, annonçait l'humanité des jours plus glorieux et plus heureux, et jeter les bases de l'ordre nouveau. Fourier écrivait, dès 1808, ces lignes prophétiques :

« Le mouvement social actuel tend à dénouer de plus en plus les classes inférieures au profit des classes supérieures et riches. Il est avéré que l'industrie et le commerce, dont l'influence a détruit la féodalité nobiliaire en diminuant peu à peu les servitudes personnelles et directes, opèrent de nos jours, en continuant leur développement, l'accroissement des servitudes collectives et indirectes et organisent rapidement la féodalité mercantile, industrielle ou financière. »

Le danger signalé par l'éminent socialiste ne paraissait pourtant pas être à redouter de si tôt. Un autre fleau désolait alors la civilisation occidentale. L'Europe était livrée au plus criminel des perturbateurs et se débattait dans une guerre sans issue; il était dès lors évident que la vie sociale ne reprendrait son cours normal qu'après la chute de Bonaparte, qui jusque-là, constamment victorieux, livrait l'Occident au pillage pour satisfaire une ambition plus insensée encore qu'effrénée et que criminelle. Dans cette immense orgie de la guerre, dont on ne prévoyait pas la fin, l'industrialisme ne pouvait se développer assez pour donner naissance à cette féodalité nouvelle qui était déjà connue en Angleterre.

Mais enfin vinrent les jours où la France eut à subir le joug des invasions de 1814 et de 1815, par la restauration bourbonnienne et toutes ses conséquences, et la paix des rois se fit en Europe.

A partir de ce moment l'activité française se tourna toute entière vers l'industrie. Les inventeurs français prirent dans les fastes du progrès humain une place glorieuse à côté des inventeurs anglais et allemands, et les grandes usines, les gigantesques exploitations s'élevèrent et se créèrent sur tous les points de notre territoire.

Les premiers résultats furent une prospérité sans précédents et l'accroissement de bien-être des classes ouvrières.

Mais bientôt les choses changèrent d'as-

pect. Avec la sécurité publique et l'accroissement de la population, la vie industrielle prit un essor rapide. De vastes ateliers, des usines immenses s'ouvrirent, à l'aide de procédés nouveaux ou de machines merveilleuses, on multiplia les produits avec une célérité, une économie et une perfection inconnue jusque-là. La promptitude des fabricants étonna, éblouit. Elle éveilla une émulation désordonnée.

Le salaire des ouvriers, porté à un taux énorme, par cette émulation des fabricants, attira dans les grands centres manufacturiers une population enlevée aux campagnes, et poussa de plus en plus vers la production excessive. La consommation bientôt ne répondit plus à une telle multiplication des produits. La disproportion entre l'offre et la demande devint sensible; l'engorgement se fit; l'équilibre fut rompu.

La concurrence étrangère et la concurrence intérieure, entre les entrepreneurs; les chefs d'ateliers et les ouvriers, amenèrent le chômage en même temps qu'elles nécessitaient la baisse des salaires. Une lutte acharnée s'engagea et cette lutte eut pour effet une misère d'une espèce nouvelle qui, en frappant une classe très-actrice, très-intelligente et très-énergique de la population, la poussa à la révolte, à la révolte à une souffrance plus grande, et la faisait ainsi descendre jusqu'à la plus irrémédiable détresse (1).

B. MALON.

(A suivre.)

AUX SECTIONS

PARISIENNES, FRANÇAISES & DE L'ÉTRANGER

Les secrétaires correspondants sont instamment priés de vouloir bien communiquer aussitôt que possible au comité d'administration de la Révolution la quantité d'exemplaires dont peuvent avoir besoin leurs sections et les adresses où les ballots devront être remis (pour les sections de province et de l'étranger, indiquer le mode d'envoi).

La rédaction rappelle aux sections que le journal, œuvre collective et non individuelle, est à la disposition de tous les Internationaux.

H. G.

ÉTUDES COLLECTIVISTES

DU GOUVERNEMENT

Du groupe communal

Ici arrêtons-nous un instant, et après avoir rappelé à tous que nous ne discutons pas de la société actuelle mais de la société future, et que les individus de notre société collective vivent et s'agitent dans un milieu que l'on ne peut comparer à aucun des états dans lesquels habitent les hommes de nos jours, déterminons en quelques mots les raisons qui nous conduisent à cette classification en groupes communaux.

« Peuplez également le territoire, a dit Jean-Jacques, étendez-y partout les mêmes droits, portez-y partout l'abondance et la vie; c'est ainsi que l'Etat deviendra tout à la fois le plus fort et le mieux gouverné qu'il soit possible. »

« Que de choses difficiles à réunir ne suppose pas ce gouvernement démocratique, a écrit le même auteur. »

1^o Un état très-petit où le peuple soit facile à rassembler et où chaque citoyen puisse aisément connaître tous les autres;

2^o Une grande simplicité de mœurs, qui prévienne la multitude d'affaires et les questions épineuses, ensuite beaucoup d'égalité dans les rangs et dans les fortunes, sans quoi l'égalité ne saurait subsister longtemps dans les droits et l'autorité, enfin peu de point de vue, car le luxe est le effet des richesses ou il les rend nécessaires, etc. »

On remarquera que, hormis la première, dont nous allons nous occuper, toutes les autres conditions se trouvent remplies par la société collective; les mœurs seront simples, puisque le travail ayant remplacé le capital, tous les efforts tendront vers la production; l'égalité dans les rangs et les fortunes sera établie, puisque les fonctions étant équivalentes et la fortune n'étant plus qu'un souvenir d'une époque lointaine, tous seront égaux; point de luxe, car le bien-être prendra sa place et tous produisant pour la collectivité sans avoir droit à la propriété, qui est du domaine collectif, nul ne sera propriétaire.

« Un Etat très-petit, où le peuple soit facile à rassembler et où chaque citoyen puisse aisément connaître tous les autres », a dit Rousseau. Eh bien, la distribution de la collectivité en groupes ou Etats communaux remplit entièrement ce but.

La Commune, — à peu de chose près celle qui existe de nos jours, — formera un Etat à part jouissant de lois particulières, mais obéissant au pacte fondamental.

(1) Daniel Stern, *Histoire de la Révolution de 1848*, t. I, p. 8.

Tous les dimanches ou tout autre jour fixé, le peuple s'assemble dans la maison commune ou mairie, y délibère de ses besoins, de l'état de ses terres, des récoltes, etc....

Il discute de ses droits, de ses devoirs, nomme les surveillants de ses écoles, de ses chemins, décide des réparations à faire, des constructions à élever.

Un besoin nouveau se fait sentir. Il serait utile, selon quelques-uns, d'établir un chemin de fer qui doit traverser toute la fédération et un grand nombre de communes.

Le Comité populaire assemblé juge à propos de prendre l'initiative d'une agitation (agitation toute pacifique) à ce sujet. Il choisit dans son sein un certain nombre de délégués, qu'il charge de s'entendre avec les délégués des autres communes communaux.

Ces délégués ont pour mission unique et spéciale d'amener la fédération à l'établissement d'une ligne ferrée. Leur mission s'arrête là.

Que font ces comités spéciaux : ils se rendent dans les autres comités des différentes communes avoisinantes et se font adjoindre des délégués de ces comités.

Ceci fait, ces délégués se réunissent et constituent alors, par leur réunion même, un comice nouveau, un comice de district.

Du groupe de district

La réunion de tant de communes constitue un district.

Ce nouveau groupe n'existe pas politiquement, il n'est qu'artificiel. C'est un mode de classement reconnu et adopté par le contrat civil, et c'est tout.

Supposons le district composé de 500 communes, par exemple, ce qui représente à peu près un de nos départements actuels.

Les délégués des 500 comices du district se réunissent à la maison commune du chef-lieu du district, et y délibèrent.

Ils y constituent, par leur réunion, le comice chargé par le district de poursuivre la création du chemin de fer demandé.

Ils délibèrent sur l'opportunité de l'œuvre, sur les moyens de construction, le mode d'établissement, etc.; et l'ensemble de leurs discussions est, par leurs soins, imprimé et envoyé à tous les comices de la Fédération, si la ligne est d'intérêt général; à tous ceux du district, si elle est d'intérêt de district, etc.

Ceci fait, leurs délibérations closes, s'ils en ont besoin ils se rendent dans les comices des districts, voisins des autres régions, et propagent l'agitation.

Lorsque le jour vient où selon les clauses du pacte fondamental tous les comices doivent se réunir en assemblées législatives, le peuple, suffisamment informé, instruit par plusieurs séances déjà de l'opportunité du nouveau projet, dit des délégués définitivement chargés de rédiger le décret comportant l'établissement de la nouvelle ligne fixée.

Ces nouveaux délégués, — leurs prédécesseurs ont cessé leurs fonctions et sont rentrés dans la vie privée, — ces délégués nouveaux des comices législatifs communaux se réunissent au chef-lieu de district et constituent le comice législatif du district.

Supposons que l'établissement de cette nouvelle ligne soit d'intérêt fédéral.

Le comice législatif de district élit à son tour, dans son sein, un ou plusieurs délégués.

Ces délégués, élus par tous les comices législatifs des districts, se réunissent au chef-lieu de région.

La région est un nouveau groupement. Classification artificielle comme celle des districts.

Une région peut comprendre environ dix districts. Elle est déterminée par sa situation topographique, comme bassin de fleuve, encastrement de montagnes, selon les mœurs, le langage des habitants, etc.

Les délégués des districts constituent le comice législatif de région. Ils se réunissent au chef-lieu de la région, et nomment des délégués qui constituent, avec ceux des autres régions, le comice législatif fédéral.

J. NOSTAG.

(A suivre.)

Association internationale

DES TRAVAILLEURS

TABLEAU DES SECTIONS PARISIENNES

CONSEIL FÉDÉRAL DES SECTIONS PARISIENNES

Place de la Corderie, 6. Séances tous les mercredis, à huit heures et demie précises du soir.

SECRÉTAIRES :

Pour la France. — Varlin, rue Larrey, 8; Goullé, boulevard Sébastopol, 78.

Pour l'étranger. — Theisz, rue

Gessin, 12; Frankel, impasse Saint-Sébastien, 6.

CERCLE DES ÉTUDES SOCIALES

Séance le lundi de chaque semaine, à huit heures du soir, place de la Corderie, 6. — Secrétaire : Ch. Rochat.

GOBELINS

Séance le mardi, à huit heures du soir, rue d'Arras, 3, au deuxième. — Secrétaire : Hamet, 41, rue de Jussieu; secrétaire correspondant : Bessetti, rue des Boulangers, 16.

SOCIALE DES ÉCOLES

Séance le lundi, à huit heures du soir, rue d'Arras, 3, au deuxième. — Délégué au Conseil fédéral : Buisset, rue des Boulangers, 20.

BRANTOME

Mercredi, à huit heures du soir, rue Poulthier, 8. — Secrétaire : Gandinière, faubourg Saint-Denis, 65.

MONTROUGE

Séance le jeudi, à huit heures du soir, rue de la Procession, 110. — Secrétaire : Miard, 15, passage Saint-Victor.

VERTBOIS

Rue Phéippeaux, 12, le mercredi à huit heures du soir. — Secrétaire : Aubert, rue du Fer-à-Moulin, 8.

LA GARE D'IVRY ET BERCY

Le vendredi, à huit heures, quai de Bercy, 13. — Secrétaire général correspondant : J. Nostag, même adresse.

Le présent tableau sera continué. Celles des sections qui ont dû opérer quelques changements dans leur organisation voudront bien nous indiquer leur état actuel et nous désigner celui de leurs membres plus spécialement chargés de la correspondance.

Nous ne donnons dans ce numéro que quelques sections afin de les engager toutes à faire leurs déclarations pour éviter les inexactitudes que nous pourrions commettre. Dans le prochain numéro, nous donnerons, en même temps que la suite de ce tableau, celui des sociétés ouvrières.

Les statuts de l'Internationale sont à la disposition de chaque section. Pour se les procurer, il faut s'adresser soit au secrétaire des sections, soit au citoyen Franquin, 40, rue des Blancs-Manteaux, à la Marmite, 2^e groupe.

Nous engageons vivement les internationaux à se munir d'un livret, afin de bien connaître l'esprit et le but de l'association.

HAMET.

Avis divers

Section des Gobelins. — Les citoyens adhérents à cette section et présents à Paris sont instamment priés d'assister plus régulièrement à nos réunions, tous les mardis, à huit heures du soir.